

L'Express, 25 avril

En Suède, la fin d'une utopie : comment la crise des migrants a brisé le modèle scandinave

Reportage. Ouverts, généreux, altruistes : en 2015, les Suédois se voulaient exemplaires. Aujourd'hui, la criminalité a explosé et... ils se mordent les doigts.



Des personnes font la queue pour voter dans un bureau de vote par anticipation dans la banlieue de Rinkeby, près de Stockholm, le 10 septembre 2022.
Ali Lorestani / TT News Agency / AFP

Full text:

Après vingt-quatre minutes de métro au départ du centre-ville de Stockholm, on a quasiment la sensation de changer de pays lorsqu'on débarque dans le quartier de Rinkeby, près de la capitale. Ici, dans la commune de Järva, l'une des nombreuses banlieues HLM suédoises, pas une tête blonde à l'horizon. Contrairement à l'image qu'on se fait d'une ville scandinave, c'est une tour de Babel où l'on parle une centaine de langues : somali, turc, tigrinya, kurde, persan, serbo-croate, espagnol et bien d'autres encore.

Cet article est aussi disponible en anglais.

Juste en face de la sortie du métro, sur l'unique place commerçante, un supermarché Lidl, dont le rayon épices est richement doté, côtoie une salle de prière, un restaurant halal ou un magasin marocain qui vend des abayas. Il y a aussi un café où l'on avale un robusta goûteux en admirant une fresque représentant Istanbul. En cette matinée d'avril, dans cette cité-dortoir plutôt paisible où les barres d'immeuble ne dépassent pas cinq étages, la clientèle du café, entièrement masculine, provient à 100 % de la Corne de l'Afrique : de Somalie, d'Erythrée, d'Éthiopie, du Soudan. Et dans les rues alentour, on croise des Latinos, des Arabes, quelques Asiatiques aussi.

"Je n'ai pas un seul voisin suédois"

En Suède (10,5 millions d'âmes), la ghettoïsation a atteint des proportions phénoménales. Au point que le pays ressemble à un archipel dont les principaux ghettos se trouvent à la périphérie des métropoles : Stockholm, Göteborg, Malmö. "Je n'ai pas un seul voisin suédois, mais des Turcs et des Arabes, oui", reconnaît Fatouma Mohamed, une Suédo-Somalienne arrivée en 2000 au pays d'Abba. "Lorsqu'ils jouent ensemble, les enfants de mon quartier apprennent plus naturellement l'espagnol ou le turc que le suédois", ajoute à regret cette formatrice en santé publique, qui "adore la Suède" malgré "certains regards" où elle décèle "de l'hostilité en raison de sa couleur de peau". N'ayant pas fréquenté de "vrais" Suédois, les banlieusards parlent inévitablement la langue de Strindberg avec un accent à couper au couteau. Facteur de discrimination sur le marché du travail, ce handicap accentue le phénomène d'exclusion. Le cercle est vicieux.

En banlieue, rares sont les Suédois "vikings" encore investis auprès de ces néo-Suédois. Kerstin Gustafsson, une personnalité de Rinkeby, fait donc exception. Femme de caractère, elle en a "franchement assez" des reporters qui débarquent ici avec des préjugés. Il y a sept ans, cette journaliste chevronnée a donc lancé un média local en ligne, le *Nyhetsbyrån Järva*, avec l'objectif louable de changer l'image du quartier. Et cela, en mettant l'accent sur l'optimisme des habitants, leur énergie, leur courage mais aussi sur leurs difficultés

et - impossible d'ignorer le sujet - la criminalité. Un de ses premiers articles était consacré à une machine à laver en panne depuis deux ans dans la buanderie collective d'un immeuble. Deux semaines plus tard, le lave-linge était réparé. "Nous croyons en la force de la presse locale, dit-elle. C'est là que se trouvent les vraies histoires de vie."

La série Snabba Cash, sur Netflix, raconte la banlieue suédoise

L'acte militant de Gustafsson ne manque pas de noblesse car, dans ce pays qui accueille des réfugiés depuis les années 1970, la diversité a, ces jours-ci, mauvaise presse. Il faut dire qu'après l'arrivée en masse d'étrangers lors de la "crise des migrants" de 2015, l'échec de la politique d'intégration est devenu patent. Depuis dix ans, la criminalité et le trafic de drogue ont explosé, tandis que l'extrême droite a engrangé les succès électoraux. Surtout, une guerre entre gangs, avec des bases arrière au Moyen-Orient, fait rage. Des criminels ultra-violents règlent leurs comptes quotidiennement à coups de fusillades, de grenades et d'explosifs, comme la narre la série *Snabba Cash*, sur Netflix. Le problème s'est encore accru avec la scission de la bande Foxtrot, dont les anciens alliés, Rawa Majid, alias "le Renard kurde", et Ismaïl Abdo, alias "la Fraise", se livrent une guerre à mort pour le narcotrafic.

Chaque matin ou presque, les Suédois se réveillent avec des alertes sur leurs portables relatant l'ahurissante vendetta en cours. De nation traditionnellement paisible, le royaume scandinave est devenu celui qui affiche le taux de mortalité par armes à feu le plus élevé de l'Union européenne! "Mais où est passée la Suède que nous connaissions?" s'est lamentée la reine Silvia après la première tuerie de masse dans l'histoire du pays (sans lien avec la guerre des gangs) qui a fait 10 morts en février à Örebro. C'est la ville où le maréchal français Bernadotte fut désigné héritier de la couronne suédoise en 1810; le roi actuel est son descendant direct.

Les chiffres de la criminalité sont vertigineux : pas moins de 300 fusillades et 100 attentats à l'explosif - par grenade, dynamite ou bombinette artisanale - sont recensés chaque année depuis 2015. Seule bonne nouvelle : pour la première fois depuis dix ans, le nombre de morts violentes est descendu sous la barre des 100 homicides en 2024. Décennie *horribilis*, la période 2015-2025 est aussi celle du premier attentat terroriste commis en Suède (au camion bélier conduit par un Ouzbek : quatre morts en 2017), du départ de 300 djihadistes en Irak et en Syrie, des premières émeutes de banlieues. A cela s'ajoute la montée de l'antisémitisme, surtout depuis le massacre d'Israéliens perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023 : plusieurs tentatives ou projets d'attentats contre l'ambassade d'Israël qui a été visée par un jet de grenade et des tirs à l'arme automatique.

Parallèlement, le visage de la Suède a évolué : aujourd'hui, 1 habitant sur 5 est d'origine étrangère, une proportion comparable à la France. De la Scanie jusqu'au cercle polaire, on compte 300 mosquées. Le *hijab* (voile islamique) s'est quant à lui généralisé dans l'espace public. Parfois, le dimanche, on assiste à des scènes étonnantes, comme ce match de foot entre une équipe de la capitale de onze gamins blonds contre un club de banlieue entièrement "somalien" (plus exactement : de Suédois d'origine somalienne). Tout cela dans un pays sans passé colonial, largement sécularisé et où l'égalité homme-femme fait depuis longtemps partie des moeurs - la majorité des pasteurs de l'Eglise luthérienne sont des femmes. "C'est vrai que c'est compliqué pour les Suédois, reprend, magnanime, Fatouma Mohamed, la Suédo-somalienne qui porte le foulard, attablée à la cafétéria de la Maison de culture de Stockholm. Tout cela est nouveau pour eux. Ce n'est pas comme pour les Français ou les Anglais qui sont au contact de population étrangère depuis des siècles."

Depuis la vague de migrants qui a déferlé sur l'Europe - notamment sur l'Allemagne et la Suède - durant la guerre en Syrie, le "modèle scandinave" est mis à rude l'épreuve. Fidèle à sa tradition d'accueil qui remonte aux années 1970 (avec l'arrivée successive de Chiliens et des Argentins fuyant la dictature, puis de Kurdes, d'Iraniens, d'Irakiens, de Yougoslaves, de Somaliens ou d'Erythréens, tous réfugiés politiques ou déplacés de guerre), le gouvernement suédois décide de se montrer encore plus généreux qu'à l'accoutumée. A la manière d'Angela Merkel affirmant "*Wir Schaffen Das*" (on y arrivera), le Premier ministre de centre droit Fredrik Reinfeldt, qui est en campagne électorale à l'été 2014, implore ses compatriotes "d'ouvrir leurs coeurs" pour accueillir les réfugiés.

Battu en septembre, il est remplacé par le social-démocrate Stefan Löfven - un ancien dirigeant syndical - qui fait à nouveau la morale aux Suédois : "Dans mon Europe, on ne construit pas de mur !" assène-t-il en 2015. Mais trois mois plus tard, son gouvernement passe en mode panique. Le pays est débordé par les demandeurs d'asile qui affluent dans des proportions jamais vues, nettement supérieures à la capacité d'accueil suédoise. Les maires des 290 communes du pays doivent réquisitionner des gymnases, des écoles et même des tentes de camping pour loger tout le monde. Avec 163 000 réfugiés en 2015, la Suède devient le pays européen qui, proportionnellement à sa population (alors de 10 millions d'habitants), reçoit le plus grand nombre de demandeurs d'asile, devant l'Allemagne. Les contrôles sur le pont entre Suède et Danemark, d'où proviennent les migrants, sont rapidement rétablis et la frontière, fermée.

"J'ai juste décrit la situation telle qu'elle était..."

A Ekerö, une municipalité rurale de 29 000 âmes baignée par un immense lac, le maire conservateur Adam Reuterskiöld est l'un des premiers à tirer le signal d'alarme, tout en faisant son maximum pour intégrer les nouveaux arrivants (la responsabilité incombe aux communes, qui ont des pouvoirs plus étendus qu'en France). A la télévision, il décrit la situation sur le terrain. "J'ai simplement expliqué que notre système social ne parviendrait pas à absorber un volume de migrants aussi important", raconte l'édile au look de gentleman-farmer, aujourd'hui député du parti Les Modérés (équivalent des Républicains), au pouvoir. Mal lui en prend ! Il est aussitôt suspecté de pencher du côté des Démocrates de Suède (Sverigedemokraterna), le parti d'extrême droite.

Prisonnier de ce que l'on appelle alors le "politiquement correct", le débat sur l'intégration des étrangers est impossible. "On pouvait parler des différences culturelles, mais uniquement pour dire que les cultures étrangères étaient supérieures à la suédoise", décrypte Katarina Barrling, politologue à l'université d'Uppsala et auteure de *Le Manque : à la recherche de notre pays intérieur*, une réflexion sur le droit à la nostalgie d'une Suède disparue. "Dans le contexte de la montée de l'extrême droite [passée de 3 % à 20 % en quinze ans] il s'agissait avant tout de signaler que l'on n'était pas xénophobe."

Pour les étrangers, s'intégrer n'est pas facile

Polémiste, essayiste et infirmière, Hanne Kjöllér abonde. "C'était une période frustrante car l'on risquait d'être estampillé raciste au moindre mot. Critiquer des imams qui prêchaient la haine dans certaines mosquées, parler des mariages forcés ou évoquer le problème des crimes d'honneur faisait déjà de vous un suspect. Et cela, au moment même où le gouvernement se présentait un défenseur exemplaire du féminisme", explique l'auteure du *Manuel des tricheurs*, qui parle des arnaques à l'Etat providence - estimées annuellement à 2 milliards d'euros. Même les dirigeants de la grande centrale syndicale LO, qui est lié au parti social-démocrate, ne parvenait pas à faire passer le message selon lequel "les très nombreux migrants sous-diplômés auraient du mal à s'intégrer dans un marché du travail où le niveau requis pour un travailleur manuel est au minimum celui du baccalauréat." "C'est pourtant ce qui s'est passé", explique l'économiste en chef de LO Torbjörn Hållö, lui aussi soupçonné à l'époque d'avoir des idées peu convenables sous prétexte qu'il était simplement lucide.

Si la grande majorité des étrangers finissent bon an mal an par s'intégrer, à force d'abnégation, ce n'est pas chose facile. Car au-delà de la barrière de la langue, la société suédoise a ses propres codes, parfois aussi impénétrables qu'un film d'Ingmar Bergman, et un fonctionnement spécifique dont l'origine remonte au discours "La Maison du Peuple" (*Folkhemmet*) de 1928, prononcé par le Premier ministre social-démocrate d'alors. "Il y a posé les bases du modernisme national fondé sur la création d'une sorte d'"homme nouveau", un peu dans la lignée du soviétisme, mais sans le goulag !" sourit la romancière et débatrice libérale Lena Andersson, qui a consacré une trilogie à la psyché nationale.

"Cet 'homme nouveau', poursuit-elle, devait être rationnel, fraternel, doté d'une conscience sociale et surtout égalitariste, au point qu'aujourd'hui encore, le roi de Suède est fondé à toucher des allocations familiales." Ayant choisi de ne pas quitter Tensta - la banlieue ghetto de son enfance qu'elle a vu changer sous ses yeux -, elle détaille une importante règle non écrite mais consensuelle, et pas toujours comprise des étrangers : "Les Suédois chérissent leur Etat-providence mais ils savent aussi que, pour le préserver, chacun doit y recourir avec parcimonie, et surtout pas en abuser. Nous apprenons cela dès l'enfance à l'école. Mais les nouveaux arrivants voient les choses différemment."

Dans les années 1970, l'idéalisme suédois se manifeste à travers la personnalité d'Olof Palme qui entend redonner à la Suède son statut de "grande puissance" qu'elle a perdu trois siècles auparavant, lors des guerres contre le tsar de Russie Pierre le Grand. Comment? En devenant une "grande puissance morale", notion parfaitement adaptée à la culture luthérienne. Un temps proche de Cuba, le Premier ministre social-démocrate prône la "troisième voie" à équidistance des Etats-Unis et de l'URSS et s'impose comme un champion du tiers-mondisme en accueillant d'innombrables réfugiés politiques latino-américains. A la suite des Turcs après le coup d'Etat de 1971 et des Chiliens après celui de Pinochet en 1973, bien d'autres damnés de la Terre prendront le chemin de la Suède... jusqu'à la vague de migrants syriens de 2015, lesquels s'inscrivent donc dans un continuum historique.

Un brin arrogants et profondément universalistes, les Suédois ressemblent terriblement aux Français. "Nous sommes persuadés que notre système est le meilleur, reprend la romancière Lena Andersson. Nous avons même longtemps cru qu'il suffisait que les étrangers posent le pied chez nous pour qu'ils réalisent à quel point ils ont de la chance et adoptent automatiquement nos valeurs." Hélas, c'est un autre scénario que les Suédois voient défiler sur leurs smartphones et leurs écrans de télévision. Certains épisodes de la guerre des gangs (toujours en cours) sont particulièrement choquants. En 2019 à Malmö, une femme de 31 ans est abattue en plein jour alors qu'elle se promène avec son bébé de deux mois dans les bras. L'enquête révèle qu'il s'agit en fait d'une vengeance à l'égard de son compagnon : il était mêlé à une organisation criminelle sans que sa fiancée le sache. L'assassin n'a jamais été retrouvé et l'enquête est close. Mais personne n'a oublié ce fait divers qui a traumatisé les pays.

Police et Justice mettent le paquet

L'année dernière dans les environs de Stockholm, c'est un père de famille de 39 ans qui est abattu sous les yeux de son fils de 14 ans à la suite d'une provocation par un tueur de 17 ans. "Les tueurs sont de plus en plus jeunes et l'inquiétude des Suédois de plus en plus grande", constate Karin Svanberg l'une des directrices de l'Agence de prévention de la criminalité. Elle-même vit dans une paisible banlieue résidentielle où un adolescent de 17 ans en a abattu un autre de 16 ans pour une simple histoire de dette de 300 couronnes (30 euros). Et chaque Suédois a une anecdote à raconter sur ce qui s'est passé près de chez lui.

Longtemps dépassés par les événements, les pouvoirs publics organisent - enfin! - la riposte. De retour aux manettes en 2022 après huit ans d'absence, la droite, minoritaire, gouverne dans le cadre d'une alliance entre conservateurs, libéraux et chrétiens-démocrates. Ces trois-là ont signé un programme de lutte contre la criminalité et l'immigration avec le parti d'extrême droite Sverigedemokraterna (Les Démocrates de Suède). Ce dernier ne participe pas au gouvernement, mais appuie la coalition au Riksdag (Parlement) qui surplombe les eaux de la Venise du Nord. Depuis deux ans et demi, les députés légifèrent à tour de bras, même si les choses ne vont pas assez vite au goût de l'extrême droite. Pour commencer, les moyens de la police ont été augmentés; les écoutes téléphoniques et la surveillance digitale augmentées; les caméras de surveillance multipliées. Dans certains quartiers, les policiers sont autorisés à procéder à des fouilles au corps sans raison particulière. De plus, les saisies de montres ou véhicules de luxe sont systématiques lorsque le propriétaire ne peut justifier de revenus correspondants.

L'extrême droite est devenue mainstream

Dans l'optique de mettre fin à l'organisation en silos des différentes administrations et accélérer les enquêtes policières, le partage d'informations est facilité entre plus de 20 entités qui coopèrent désormais de manière fluide. Parmi elles : la police, le fisc, les douanes, l'administration pénitentiaire, les mairies, mais aussi les caisses de retraite, la Sécurité sociale, les hôpitaux, et même les syndicats et le patronat, etc. Et les conditions d'immigration, de naturalisation et de regroupement familial ont été durcies. De 163 000 en 2015, le nombre des demandeurs d'asile est tombé à 12 000 en 2024. "Le gouvernement fait le maximum pour se rapprocher du système danois, l'un des plus restrictifs d'Europe en matière d'immigration", note le politologue Bernd Parusel, du think tank Sieps. "Cet objectif est pourtant inatteignable. Au sein de l'UE, le Danemark jouit en effet d'un régime dérogatoire, notamment en matière d'immigration. Ainsi, il n'est pas obligé d'appliquer l'intégralité des règles européennes en matière d'asile."

L'action du gouvernement, qui espère être reconduit après les élections de l'année prochaine, commence à porter ses fruits : en 2024, le nombre de fusillades et le nombre de meurtres par balles ont diminué. Il faut dire que les peines de prison ont été rallongées. Naguère en sous-capacité, les pénitenciers sont aujourd'hui surpeuplés. En trois ans, le nombre de détenus est passé de moins de 8 000 à plus de 11 000. En ce n'est pas fini! "Si tous les projets de lois qui arrivent au Parlement sont votés, la population carcérale bondira à 29 000 personnes dans dix ans!" explique Fredrik Thunberg, directeur de la prison d'Österåker, sise au milieu d'une forêt, à une heure de Stockholm. Cerné de grues, son établissement de 230 places est en plein chantier : dans deux ans, sa capacité aura triplé jusqu'à 600 places. Et il n'est pas le seul : la moitié des 80 prisons et maisons d'arrêt du pays sont en cours d'agrandissement. "En trente ans dans l'administration pénitentiaire, je n'ai jamais vu une chose pareille...", ajoute Thunberg en faisant visiter son établissement.

Au Parlement de Stockholm, Richard Jomshof avale un café, mais boit du petit-lait. Député d'extrême droite (il récuse cette appellation et affirme que son parti, Les Démocrates de Suède, est "social conservateur"), cet idéologue reproche à son ancien parti, Les Modérés (conservateur) d'avoir "trahi la démocratie". Comment? "En ne s'opposant pas à l'immigration qui, dès les années 1990, menaçait le système suédois". Ouvertement hostile à l'islam, il affirme que "cette religion soumet les femmes" et, pour sa part, ne voit pas d'inconvénient à ce que l'on brûle le Coran. "Ce n'est pas forcément une idée formidable, mais il en va de la liberté d'expression. Et en quoi ce livre aurait-il plus de valeur que celui-ci?", dit-il en saisissant le premier ouvrage venu, sur la table basse.

"Je ne connais aucun pays musulman démocratique", insiste-t-il, avant de revenir à la politique nationale. "Lorsque, en 2010, nous affirmions que l'immigration coûtait une fortune et menaçait le modèle suédois, on nous qualifiait de raciste; aujourd'hui, plus personne ne dit le contraire." D'ailleurs, il se félicite que la politique du gouvernement est celle qu'il prône depuis toujours. C'est celle qu'applique aujourd'hui la gauche au Danemark. Et c'est probablement aussi celle que poursuivra le très pragmatique parti social-démocrate suédois s'il emporte les élections à l'automne 2026. Attablé devant une bière dans une brasserie chic de la capitale, Carl Lundqvist, un dirigeant d'entreprise, résume, goguenard : "Dans ce pays, qui est l'un des plus gros consommateurs de crème glacée, le parti d'extrême droite est devenu aussi *mainstream* que la glace à la vanille..."